



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/36/86
S/14351
2 février 1981
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Trente-sixième session
LA SITUATION AU KAMPUCHEA
EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA DECLARATION
SUR LE RENFORCEMENT DE LA SECURITE
INTERNATIONALE
QUESTION DE LA PAIX, DE LA STABILITE ET
DE LA COOPERATION EN ASIE DU SUD-EST

CONSEIL DE SECURITE
Trente-sixième année

Lettre datée du 29 janvier 1981, adressée au Secrétaire général par
les représentants de la République démocratique populaire lao et du
Viet Nam auprès de l'Organisation des Nations Unies

Les soussignés, Représentant permanent de la République socialiste du Viet Nam et Chargé d'affaires a.i. de la Mission permanente de la République démocratique populaire lao, ont l'honneur de vous adresser ci-joint le texte de la déclaration (annexe I) ainsi que celui du communiqué (annexe II) de la Conférence des Ministres des affaires étrangères du Viet Nam, du Laos et du Kampuchea sur la paix, la stabilité, l'amitié et la coopération en Asie du Sud-Est, qui s'est tenue récemment, les 27 et 28 janvier, à Ho-Chi-Minh-Ville (Viet Nam).

Nous vous serions obligés de bien vouloir en faire distribuer le texte comme documents de l'Assemblée générale, au titre des points intitulés "Question de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est", "Examen de l'application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale" et "La situation au Kampuchea", et du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires a.i. de la
Mission permanente de la République
démocratique populaire lao auprès de
l'Organisation des Nations Unies,

(signé) Bounkeut SANGSOMAK

Le Représentant permanent de la
République socialiste du Viet Nam
auprès de l'Organisation des
Nations Unies,

(signé) HA VAN LAU

ANNEXE I

DECLARATION DE LA CONFERENCE DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES
DU VIET NAM, DU LAOS ET DU KAMPUCHEA SUR LA PAIX, LA STABILITE,
L'AMITIE ET LA COOPERATION EN ASIE DU SUD-EST

1. La situation actuelle en Asie du Sud-Est continue d'inquiéter profondément l'opinion publique mondiale.

Grâce à leur politique étrangère de paix, d'amitié et de coopération et à leur bonne volonté, la République socialiste du Viet Nam, la République démocratique populaire lao et la République populaire de Kampuchea sont devenues des garants de plus en plus sûrs de la paix et de la stabilité dans la région. Les initiatives présentées par les trois pays d'Indochine lors des conférences de leurs ministres des affaires étrangères tenue à Phnom Penh (janvier 1980) et Vientiane (juillet 1980), dont l'objectif était d'améliorer les relations entre les pays d'Indochine et les pays de l'ANASE et de renforcer la paix, la stabilité et la coopération en Asie du Sud-Est, ont reçu l'appui général de l'opinion publique mondiale. La communauté internationale a particulièrement apprécié la proposition en quatre points du Conseil populaire révolutionnaire kampauchéen, qui vise à restaurer la paix et la stabilité le long de la frontière entre le Kampuchea et la Thaïlande, les efforts inlassables et la bonne volonté constante de la République démocratique populaire lao, qui cherche à normaliser ses relations avec la Thaïlande, et les contacts établis par la République socialiste du Viet Nam avec les autres pays de la région. Grâce à ces efforts, le dialogue entre les pays d'Indochine et les pays de l'ANASE, interrompu pendant quelque temps, a repris.

En particulier, les relations amicales qui unissent le Lao, le Viet Nam et la Birmanie ont été récemment renforcées.

Toutefois, la tension continue à régner en Asie du Sud-Est. L'indépendance nationale, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Viet Nam, du Laos et du Kampuchea continuent à être menacées. La paix et la sécurité des autres pays de la région ne sont pas encore assurées. Le premier responsable de cet état de choses est la politique d'expansionnisme et d'hégémonisme de grande puissance de la clique réactionnaire des dirigeants de Beijing, en collusion avec l'impérialisme. Ces dirigeants mènent une politique systématique d'hostilité vis-à-vis des trois peuples indochinois; se livrent à des provocations armées et à des activités subversives contre la République socialiste du Viet Nam et la République démocratique populaire lao, agitant sans cesse la menace de la guerre; s'abritent derrière la clique génocidaire de Pol Pot et des autres réactionnaires khmers pour intervenir de façon flagrante dans les affaires intérieures du Kampuchea dans l'espoir d'empêcher la renaissance du peuple kampauchéen; et s'efforcent d'instaurer une atmosphère de confrontation et d'interrompre le dialogue entre les pays d'Indochine et les pays de l'ANASE. Dans le cadre de leur politique d'opposition aux trois pays d'Indochine, les autorités de Beijing emploient des rebelles déguisés en révolutionnaires, pour s'ingérer de façon manifeste dans les affaires intérieures d'autres pays de l'Asie du Sud-Est.

2. Il est parfaitement légitime que les trois peuples indochinois, sous la menace de l'agression et de l'intervention des autorités de Beijing, renforcent leur solidarité et leur assistance mutuelle, fondées sur le respect réciproque de leur indépendance, de leur souveraineté et de leur intégrité territoriale. Conformément au Traité de paix, d'amitié et de coopération qui lie le Viet Nam et le Kampuchea, des forces vietnamiennes se trouvent actuellement au Kampuchea pour lutter contre la menace chinoise. Comme cela a déjà été le cas à deux reprises, leur présence n'est que temporaire. Lorsque la menace chinoise aura disparu, le Conseil populaire révolutionnaire kampuchéen et le Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam envisageront de retirer les forces vietnamiennes du Kampuchea. Dès maintenant, une partie des forces vietnamiennes seront retirées si la Thaïlande interdit à la clique de Pol Pot et aux autres forces réactionnaires khmères d'utiliser le territoire thaïlandais comme base dans la lutte qu'ils mènent contre le peuple kampuchéen, cesse de leur fournir des armes et de la nourriture, les oblige à désarmer et les rassemble dans des camps loin de la frontière.

Le fait que l'Assemblée générale des Nations Unies a récemment adopté une résolution par laquelle elle autorise la clique génocide de Pol Pot à continuer d'occuper son siège à l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'une résolution dans laquelle elle demande la réunion d'une conférence internationale en vue d'imposer une solution au problème kampuchéen, sans tenir compte des protestations du Conseil populaire révolutionnaire kampuchéen, constitue une violation de la souveraineté du peuple kampuchéen et une ingérence flagrante dans ses affaires intérieures, et va totalement à l'encontre de la morale et des principes de la Charte des Nations Unies. Les pays d'Indochine réaffirment une fois de plus leur position, qui se traduit par un rejet catégorique de ces résolutions.

3. Pour que la paix et la stabilité soient restaurées en Asie du Sud-Est, il est essentiel que la Chine mette fin à sa politique d'hostilité à l'égard des trois peuples indochinois et à son ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays de la région.

Les trois pays d'Indochine et la Chine sont de proches voisins, dont les rapports remontent à la nuit des temps. Les peuples vietnamien, lao et kampuchéen ont toujours accordé le plus grand prix à leur amitié traditionnelles avec le peuple chinois. Conformément à leur politique de paix, d'amitié et de bonne volonté, la République socialiste du Viet Nam, la République démocratique populaire lao et la République populaire du Kampuchea se déclarent prêtes à signer avec la République populaire de Chine des traités bilatéraux de coexistence pacifique fondés sur les principes du strict respect de leur indépendance, de leur souveraineté et de leur intégrité territoriale, de la non-agression et de la non-ingérence, de l'égalité et de l'intérêt mutuel, du bon voisinage et du règlement de tous les différends par des moyens pacifiques.

La République socialiste du Viet Nam engage vivement la République populaire de Chine, comme elle l'a fait à plusieurs reprises, à reprendre le plus tôt possible les négociations entre les deux pays en vue de régler les problèmes qui compliquent leurs relations. Une fois de plus, la partie vietnamienne se déclare prête à aborder, dans le contexte de ces négociations, les questions soulevées par la partie chinoise, et demande à cette dernière d'adopter la même attitude à son égard.

Dans l'intérêt des peuples lao et chinois, la République démocratique populaire lao demande que la République populaire de Chine respecte l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Laos, cesse d'appuyer, d'aider et de nourrir la clique des réactionnaires lao exilés en territoire chinois et dans d'autres pays, mette fin à sa présence militaire menaçante le long de la frontière entre le Laos et la Chine, cesse d'envoyer des espions et des commandos en territoire lao et arrête de proférer des calomnies contre la République démocratique populaire lao.

La République démocratique populaire lao estime qu'une réponse favorable à ces justes demandes pourrait servir de base à la reprise de relations amicales normales entre les deux pays.

La République populaire du Kampuchea demande que la République populaire de Chine cesse d'utiliser la clique réactionnaire Pol Pot-Ieng Sary-Khieu Samphan et autres comparses pour lutter contre la République populaire du Kampuchea, respecte l'indépendance et la souveraineté de la République populaire du Kampuchea, cesse de s'ingérer dans ses affaires intérieures, et reconnaisse le Conseil populaire révolutionnaire kampuchéen comme seul représentant authentique et légitime du peuple kampuchéen. La République populaire du Kampuchea estime que les conditions susmentionnées sont essentielles à la paix et à la stabilité en Asie du Sud-Est et à la normalisation des relations entre la République populaire du Kampuchea et la République populaire de Chine.

Si les propositions des trois pays d'Indochine sont reçues favorablement par la partie chinoise, cela contribuera à la restauration de l'amitié entre les peuples des pays d'Indochine et le peuple chinois, ainsi qu'au maintien de la paix et de la stabilité en Asie du Sud-Est. Il est temps que les autorités de Beijing prouvent leur "bonne volonté" par des actes concrets.

4. Bien qu'ils aient des systèmes politiques et sociaux différents et ne soient pas d'accord sur plusieurs points, les pays d'Indochine et les pays de l'ANASE ont en commun des intérêts fondamentaux : la paix, la stabilité, l'amitié et la coopération dans la région, conditions indispensables au maintien de leur indépendance et de leur sécurité nationale et à leur transformation en pays heureux et prospères, chacun selon sa voie. Dans l'intérêt de leurs propres peuples et de l'ensemble de la région, les pays d'Indochine et les pays de l'ANASE devraient lutter contre l'ingérence extérieure et la division et éviter que leurs divergences et leurs désaccords ne viennent troubler les relations d'amitié et de coopération qui les unissent, s'ils veulent que l'Asie du Sud-Est devienne une zone de paix, de stabilité et de prospérité. Par conséquent, étant sortis victorieux de toutes les guerres d'agression provoquées par les impérialistes et ayant recouvré leur indépendance, leur liberté et leur unité nationales, les pays d'Indochine ont choisi d'oublier le passé et ont pris l'initiative d'encourager la normalisation des relations avec les pays de l'ANASE. Cette normalisation a marqué un tournant dans l'histoire de l'Asie du Sud-Est et il faut regretter que ces dernières années, elle ait été menacée.

L'expérience des deux dernières années a montré une fois de plus que la confrontation et le fait qu'un pays veuille imposer sa volonté à un autre ne font qu'augmenter la tension en Asie du Sud-Est. Les efforts inlassables déployés par les trois pays d'Indochine en vue de maintenir le dialogue et de régler tous les différends par la négociation se sont révélés être le meilleur moyen de garantir la paix, la stabilité et la coopération dans la région.

Dans cet esprit, le Viet Nam, le Laos et le Kampuchea proposent :

a) Qu'une conférence régionale réunisse les deux groupes de pays (pays d'Indochine et pays de l'ANASE) en vue d'examiner les problèmes les intéressant dans l'intérêt de la paix, de la stabilité, de l'amitié et de la coopération en Asie du Sud-Est, et sur la base des principes de l'égalité, de l'accord mutuel, du respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de chaque pays, de la renonciation à vouloir imposer sa volonté et de la non-ingérence.

Dans l'intérêt de la région, les pays d'Indochine et les pays de l'ANASE devraient écarter rapidement les obstacles qui les séparent et aborder les questions que pose la tenue d'une telle conférence. L'ordre du jour, la date et le lieu de la conférence seront arrêtés de concert par les deux groupes de pays.

Pour leur part, les trois pays d'Indochine proposent que la conférence ait lieu en mars 1981 et qu'elle se tienne soit, par roulement, dans la capitale d'un pays d'Indochine (Vientiane) et d'un pays de l'ANASE (Djakarta ou Kuala Lumpur), soit dans la capitale d'un autre pays d'Asie choisi par les parties. Les trois pays d'Indochine seraient heureux que la République socialiste de l'Union birmane participe à la conférence et respectent totalement la décision que cette dernière prendra à cet égard.

b) Qu'une fois que les pays des deux groupes auront conclu un traité visant à promouvoir la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est, une vaste conférence internationale soit convoquée en vue de reconnaître et de garantir le traité.

Dans le cadre des préparatifs de la conférence régionale, une réunion préparatoire aura lieu entre un représentant des trois pays d'Indochine et un représentant des cinq pays de l'ANASE. Les trois pays d'Indochine désignent la République démocratique populaire lao comme leur représentant.

Le dialogue entre les pays d'Indochine et les pays de l'ANASE permettra certainement de réduire la tension entre les deux groupes de pays et d'encourager peu à peu la compréhension et la confiance entre eux, ce qui facilitera le règlement de problèmes urgents d'intérêt commun et permettra d'améliorer progressivement les rapports entre les deux groupes de pays, laissant bien augurer de la transformation de l'Asie du Sud-Est en zone de paix, de stabilité, d'amitié et de coopération.

A/36/86
S/14351
Français
Annexe I
Page 5

Les trois pays d'Indochine espèrent que leurs propositions, qui sont justes et raisonnables, et leur bonne volonté seront favorablement accueillies par les pays de l'ANASE, ce qui répondrait aux aspirations des peuples de l'Asie du Sud-Est et du monde entier.

Ho-Chi-Minh-Ville, le 28 janvier 1981

ANNEXE II

COMMUNIQUE DE LA CONFERENCE DES MINISTRES DES AFFAIRES
ETRANGERES DU VIET NAM, DU LAOS ET DU KAMPUCHEA

Les Ministres des affaires étrangères de la République socialiste du Viet Nam, Nguyen Co Thach, de la République démocratique populaire lao, Phoune Sipaseuth, et de la République populaire du Kampuchea, Hun Sen, se sont rencontrés les 27 et 28 janvier 1981 à Ho-Chi-Minh-Ville (Viet Nam). Ils ont procédé à un échange de vues sur la situation des trois pays indochinois, ainsi que sur les problèmes internationaux d'intérêt commun, et ont examiné les mesures qu'il y aurait lieu de prendre pour renforcer la solidarité et la coopération entre les trois pays frères.

1. Les Ministres se félicitent des grandes réalisations des peuples du Viet Nam, du Laos et du Kampuchea dans les domaines de la construction et de la défense nationale et, en particulier, de la prodigieuse renaissance du peuple kampuchéen qui, au cours des deux dernières années, a enregistré de rapides progrès en matière de production, surmonté la famine, stabilisé les conditions de vie, éliminé les lourdes conséquences du régime de génocide Pol Pot-Ieng Sary et édifié une nouvelle existence.

La Conférence accueille avec satisfaction la décision prise par la République populaire du Kampuchea de publier sa constitution et de tenir des élections générales dans un proche avenir, et elle estime qu'il s'agit là d'un pas important sur la voie d'une ferme consolidation du nouveau régime qui permettra au peuple kampuchéen d'exercer pleinement son droit à déterminer sa destinée.

Ces réalisations ont renforcé et confirmé le progrès irréversible des peuples du Viet Nam, du Laos et du Kampuchea qui, avec l'aide de l'Union soviétique, des autres pays socialistes, des pays non alignés et des peuples du monde, luttent pour surmonter toutes les difficultés et déjouer toutes les manœuvres et tous les actes qui sont le fait des fauteurs de guerres de Beijing, agissant en collusion avec les forces impérialistes et les autres forces réactionnaires contre les peuples des trois pays indochinois. La situation des trois pays de la péninsule indochinoise n'a jamais été aussi stable qu'actuellement. Les trois pays sont devenus un facteur de plus en plus important de paix, de stabilité et de coopération en Asie du Sud-Est. La solidarité, l'amitié et la coopération actives ainsi que l'assistance mutuelle dans tous les domaines en vue de lutter pour la libération, la construction et la défense nationales sont devenues une précieuse tradition dont s'inspirent les relations entre les trois peuples indochinois.

Afin de consolider et d'élargir constamment la coopération entre les trois pays, les Ministres des affaires étrangères ont procédé à un échange de vues sur les préparatifs d'une conférence au sommet des trois pays qui se tiendrait à une date appropriée.

Les Ministres des affaires étrangères des trois pays ont décidé de se rencontrer régulièrement deux fois par an, au début et au milieu de l'année, dans chacun des trois pays à tour de rôle. Outre ces réunions ordinaires, les Ministres pourront tenir des réunions extraordinaires, selon que de besoin.

Les Ministres ont procédé à un échange de vues sur les mesures immédiates à prendre en vue de promouvoir la coopération entre les trois pays dans tous les domaines et en particulier la coopération entre les Comités du Mékong du Viet Nam, du Laos et du Kampuchea, la coopération entre les trois pays en matière de communications et de transports et en ce qui concerne la question d'assurer au Laos un accès à la mer, etc.

2. Les Ministres sont unanimement d'avis que les trois courants révolutionnaires du monde, qui n'ont cessé de se renforcer au cours de l'année écoulée, se trouvent dans une position stratégique d'offensive tendant à modifier l'équilibre des forces en faveur des forces de la paix, de l'indépendance nationale, de la démocratie et du socialisme. Réaffirmant que la lutte des peuples des trois pays indochinois fait partie intégrante de la lutte des peuples du monde, les Ministres condamnent résolument les manœuvres des impérialistes dirigés par les impérialistes des Etats-Unis, ainsi que celles des forces réactionnaires internationales visant à intensifier la course aux armements et à créer des tensions internationales en vue de contrecarrer les aspirations des peuples et de saper la paix et la stabilité en Asie et dans le monde. Ils appuient pleinement les efforts et les initiatives de l'Union soviétique et des autres pays de la communauté socialiste en vue de réaliser le désarmement, d'amener la détente et de consolider la paix et la sécurité internationales.

3. Les Ministres se félicitent de la réunion des chefs d'Etat et de parti des pays membres du Pacte de Varsovie qui s'est tenue à Moscou le 5 décembre 1980, ainsi que de la position prise unanimement par ces pays à cette réunion. Ils réaffirment la nécessité de renforcer la solidarité entre les forces de la paix, de l'indépendance nationale et du socialisme contre les actes d'agression et de provocation à la guerre perpétrés par les forces impérialistes et réactionnaires internationales.

Les Ministres condamnent vigoureusement les machinations des forces impérialistes et réactionnaires qui se livrent à des actes de sabotage contre la Pologne socialiste et s'immiscent dans les affaires intérieures de ce pays. Les trois pays indochinois réaffirment leur entière solidarité avec la République populaire de Pologne, le parti et le peuple polonais, qu'ils assurent de leur soutien et se déclarent convaincus que les travailleurs polonais sauront, sous la direction du Parti unifié des travailleurs et avec le plein appui de l'Union soviétique et des autres pays socialistes frères, renforcer leurs traditions et leurs forces révolutionnaires en vue de surmonter toutes les difficultés, de déjouer toutes les manœuvres des forces impérialistes et réactionnaires, de défendre résolument le régime socialiste et d'assurer le développement continu du pays dans la voie de la prospérité et du bonheur.

4. Les peuples des trois pays indochinois se rangent résolument aux côtés des peuples de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine qui luttent pour la paix, l'indépendance nationale et le progrès social.

Les Ministres soulignent que la politique d'expansionnisme et d'hégémonie de grande puissance de la clique réactionnaire des milieux dirigeants de Beijing, ainsi que la collusion croissante entre la Chine et les Etats-Unis constituent un grave danger pour les intérêts des peuples et la paix et la sécurité en Asie. Ayant profondément conscience que la solidarité des pays asiatiques est un important facteur pour faire échouer toute manœuvre et tout acte aventureux des auteurs de guerre de Beijing, la Conférence invite les peuples d'Asie à redoubler de vigilance et à intensifier leur lutte en vue de contrecarrer toutes les manœuvres et tous les actes aventureux des impérialistes dirigés par les impérialistes des Etats-Unis et des forces réactionnaires, de manière à assurer le maintien de la paix ainsi que la stabilité et le développement des relations de coopération et d'amitié entre les pays asiatiques et de contribuer ainsi à la cause de la paix dans le monde.

Les Ministres appuient entièrement la lutte que mènent le peuple et le Gouvernement afghans, avec l'aide de l'Union soviétique, pour sauvegarder et consolider les bénéfices de la révolution d'avril et défendre leur indépendance et leur souveraineté. Les Ministres condamnent vigoureusement l'intervention armée des forces impérialistes et réactionnaires qui s'intensifie dans le golfe Persique et l'océan Indien et provoque une situation dangereusement tendue dans la région, et se félicitent des nouvelles propositions importantes faites par le Président L. Brezhnev à New Delhi, le 10 décembre 1980, sur les mesures visant à assurer la paix et la stabilité dans le golfe Persique, qu'ils appuient entièrement. Les Ministres sont d'avis que le conflit entre l'Iraq et l'Iran ne profite qu'à l'impérialisme et à l'expansionnisme sioniste et ils souhaitent que les deux parties

essaient de trouver une solution pacifique à leur conflit. Les Ministres appuient la lutte que mène le peuple palestinien, dont le seul représentant authentique est l'OLP, en vue de recouvrer ses droits nationaux fondamentaux, y compris le droit de constituer un Etat indépendant et souverain; ils accueillent avec satisfaction les grandes victoires remportées par les peuples frères de l'Angola et du Mozambique dans leur lutte tendant à consolider leur indépendance nationale et à édifier des pays prospères; ils appuient la lutte que mène le peuple de Namibie, sous la direction de la SWAPO, contre la brutale domination du néo-colonialisme et la politique d'apartheid des racistes sud-africains, pour le droit à l'autodétermination et à une indépendance authentique; ils appuient la lutte du peuple de la République arabe sahraouie démocratique sous la direction du Polisario, en vue d'exercer leurs droits nationaux fondamentaux sacrés. Les peuples du Viet Nam, du Laos et du Kampuchea appuient pleinement le peuple frère de Cuba dans sa lutte contre la politique de menace de guerre de l'impérialisme américain et des autres forces réactionnaires et le blocus économique qui lui a été imposé; ils appuient la lutte des peuples du Nicaragua et de la Grenade en vue de consolider leur indépendance et leur reconstruction nationales. Les Ministres appuient également en particulier le peuple et les forces révolutionnaires et démocratiques d'El Salvador, qui luttent résolument pour renverser le régime de dictature militaire auquel ils sont soumis tout en s'opposant à l'intervention des impérialistes des Etats-Unis, et leur expriment leur active solidarité. Les Ministres appuient la lutte des autres peuples qui luttent en Asie, en Afrique et en Amérique latine pour la paix, l'indépendance nationale, la démocratie et le progrès social.

5. Les Ministres apprécient hautement le rôle important que joue le mouvement non aligné et sa contribution active à la lutte pour la paix et l'indépendance nationale, contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, le racisme, l'apartheid, le sionisme et l'expansion hégémonique; ils appuient la lutte des pays en développement contre l'exploitation économique de l'impérialisme, en vue de l'instauration d'un nouvel ordre économique juste et équitable. La République socialiste du Viet Nam, la République démocratique populaire lao et la République populaire du Kampuchea s'engagent à s'efforcer de renforcer la solidarité au sein du mouvement non aligné, afin d'en accroître constamment la puissance et de lui permettre de défendre et de réaliser d'une manière plus efficace ses justes objectifs; les trois pays se félicitent des efforts que Cuba, en tant que Président du mouvement non aligné, a faits et des initiatives constructives qu'elle a prises en vue de renforcer son rôle positif dans le mouvement; ils se félicitent de la contribution active de l'Inde en faveur du mouvement non aligné ainsi que de la consolidation de la paix et de la stabilité en Asie et dans le monde. Les Ministres sont convaincus qu'avec la contribution active et constructive des pays membres, de Cuba, en tant que Président du mouvement, et de l'Inde, en tant que pays hôte, la prochaine Conférence des Ministres des affaires étrangères des pays non alignés qui se tiendra à New Delhi tirera le meilleur parti des résultats de la sixième Conférence au sommet, aboutira à de nouveaux résultats positifs pour le mouvement et sera ainsi couronnée de succès.

Ho-Chi-Minh-Ville, 28 janvier 1981

